

## **Note de concept**

Symposium sur la Coopération Sud-Sud et triangulaire  
11-12 février 2016, Bruxelles (Belgique)

Co-organisé par le Secrétariat du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), avec le soutien du Secrétariat du Commonwealth (COMSEC) et de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP)

### **Thème : « Développement rural intégré : renforcer l'autonomisation des femmes et des jeunes à travers l'emploi et l'entrepreneuriat »**

#### **1. Contexte et justification**

Les pays du Sud possèdent, en matière de développement, une multitude de solutions – connaissances, expériences et bonnes pratiques, politiques innovantes, technologies, savoir-faire et ressources – qui se sont avérées d'un bon rapport coût-efficacité et qui sont potentiellement transposables à une plus grande échelle au profit d'autres pays. La coopération Sud-Sud (CSS) joue un rôle plus important que jamais dans le paysage de la coopération internationale au développement, et l'innovation dans le Sud crée de nouveaux outils et de nouveaux partenariats pour s'attaquer aux problèmes liés à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et à l'agriculture durable. Il existe de bonnes pratiques et des solutions à partager au niveau politique, institutionnel et local, qui sont centrées sur les femmes et les jeunes. La coopération Sud-Sud est complémentaire de la coopération Nord-Sud et, dans bien des cas, elle fait appel à la coopération triangulaire qui a, elle aussi, un rôle important à jouer. Le symposium vise à promouvoir les priorités stratégiques ACP concernant les femmes et les jeunes en matière de développement agricole et rural selon une approche durable des systèmes alimentaires, et à mobiliser la coopération Sud-Sud et triangulaire, en tant que mécanisme clé, pour la réalisation de ce programme.

Etant donné le rôle essentiel que jouent les femmes et les jeunes dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, une approche intégrée est nécessaire pour assurer leur inclusion, en tenant compte des difficultés auxquelles ils sont confrontés. A l'échelon mondial, les femmes représentent 40% de la main-d'œuvre agricole et jouent un rôle crucial dans la production alimentaire ainsi que dans la transformation et la commercialisation de ces produits tout au long des chaînes de valeur. En outre, elles contribuent de manière déterminante à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leur foyer en assumant leurs fonctions liées à la reproduction, parmi lesquelles figurent les soins aux enfants et les tâches ménagères. Pourtant, dans toutes les régions du monde, les femmes et les jeunes filles en milieu rural continuent de faire l'objet d'une importante discrimination par rapport aux hommes et aux jeunes garçons, les femmes étant plus susceptibles que les hommes d'occuper un emploi faiblement rémunéré, à temps partiel ou saisonnier. Cette discrimination persistante entre les sexes limite les potentialités des femmes en tant qu'agricultrices, productrices et agents du développement. Ces inégalités sont évidentes en ce qui concerne l'accès aux biens, aux connaissances, aux services, à l'emploi et aux marchés, ce qui entraîne des coûts élevés pour l'ensemble de la production agricole, le bien-être des ménages et, de manière générale, le développement économique et social.

Ensemble l'autonomisation des femmes, le développement des compétences et la promotion d'emplois décents pour les jeunes ruraux devraient constituer des éléments essentiels des stratégies nationales de réduction de la pauvreté en milieu rural. En effet, les jeunes sont plus nombreux que jamais auparavant - 1,8 milliard - et la grande majorité d'entre eux (89%) vivent dans les pays moins développés, et en zones rurales. Cependant, les jeunes femmes et les jeunes gens rencontrent d'énormes difficultés, telles que (i) l'accès insuffisant à la connaissance, à l'information et à l'éducation ; (ii) l'accès limité à la terre ; (iii) problèmes d'accès aux services financiers ; (iv) la rareté de emplois « verts » ; (v) l'accès limité aux marchés et la faible participation des jeunes au dialogue sur les politiques. S'ils disposent des politiques, d'instruments et de compétences appropriés, les jeunes peuvent être les moteurs des transformations agricoles et rurales nécessaires à la mise en place de systèmes alimentaires plus inclusifs et durables. Or, pour pouvoir attirer les jeunes femmes et les jeunes gens vers l'agriculture et le développement rural, il faut que les conditions proposées puissent permettre d'accroître la productivité et répondre à leurs aspirations à un avenir meilleur.

Il est bien connu que le secteur agro-industriel offre aux jeunes et aux femmes de nombreuses perspectives en matière d'embauches et de création d'emplois. L'agro-industrie tend à attirer un plus grand nombre de femmes et de jeunes, qui sont moins intéressés par la petite agriculture paysanne pratiquée par leurs parents et plus enclins à rechercher des possibilités de travail rémunéré dans ce secteur. Il reste, toutefois, à relever le défi consistant à développer ces entreprises dans les zones rurales, en vue de créer de la valeur ajoutée et des possibilités d'emploi. Pour y parvenir, il faut mettre en place un environnement commercial propice, promouvoir l'investissement et les financements dans l'agriculture, la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, ainsi que la formation professionnelle.

L'investissement dans le développement de chaînes de valeur et de systèmes alimentaires durables grâce au partage des meilleures pratiques, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, est fondamental pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition, notamment si les pratiques en question tiennent compte des femmes et des jeunes qui vivent en milieu rural. Il s'agit plus précisément de : (i) relier les petites exploitations agricoles commerciales à des marchés rémunérateurs ; (ii) créer des emplois décents et faciliter leur accès aux femmes, aux hommes et aux jeunes, y compris aux groupes vulnérables; et, (iii) d'améliorer la création de valeur ajoutée et les activités agroalimentaires des petites et moyennes entreprises par la production d'aliments nutritifs facilement accessibles aux consommateurs à des prix abordables. Adopter une approche systémique de la sécurité alimentaire permet de cibler les investissements et de les rendre efficaces, tout en obtenant un impact à grande échelle. Ce type d'approche facilite les interventions plus larges tout au long de la chaîne de valeur, par ex. en matière de normes de sécurité et de qualité des denrées alimentaires, de pertes et de déchets alimentaires.

## 2. Objectifs du symposium

Les objectifs spécifiques du symposium sont les suivants :

- mettre en lumière l'importance de la coopération Sud-Sud et triangulaire en tant qu'instrument pour promouvoir l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur agricole ;
- partager les meilleures pratiques et identifier les domaines prioritaires en vue de mettre au point des solutions pratiques pour l'autonomisation des femmes et des jeunes à travers l'emploi et l'entreprenariat dans le domaine agricole ;
- définir les mécanismes lesquels la coopération Sud-Sud et triangulaire peut soutenir l'échange et le transfert des meilleures pratiques et les domaines d'intervention prioritaires identifiés, y compris des sessions sur :
  - le développement des compétences et le renforcement des capacités institutionnelles ;
  - l'accès à la technologie et à la terre ;
  - l'accès à des services commerciaux efficaces.
- Elaborer un plan d'action pour l'appui du Groupe ACP aux programmes de coopération Sud-Sud et triangulaire.

## 3. Organismes

Le symposium sera organisé par le Groupe ACP, la FAO et l'OIF, avec le soutien du COMSEC et de la CPLP.

## 4. Format

Le symposium rassemblera un groupe d'experts de haut niveau du Groupe ACP, de la CPLP, du Secrétariat du COMSEC, de la FAO et de l'OIF, ainsi que de gouvernements nationaux et de partenaires au développement, notamment, l'Office allemand de Coopération technique (GIZ) et divers acteurs non étatiques (société civile, secteur privé). Les experts établiront le cadre pour un débat animé par un modérateur sur les principaux thèmes abordés et mettront en relief des solutions de développement pratiques et réalistes en faveur des femmes et des jeunes en vue d'une application à grande échelle, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.